



La nouvelle guerre menée par Israël contre le Liban ne se limite pas au Hezbollah

Description

Après avoir violé le « cessez-le-feu » 10 000 reprises, Israël martèle une nouvelle fois le Liban, sa soif incessante de guerre alimentant des ambitions toujours plus grandes.

Par Elia Ayoub, le 11 mars 2026



Des véhicules militaires et des chars israéliens sont visibles le long de la frontière entre Israël et le Liban, alors que la guerre contre l'Iran et le Hezbollah fait rage, le 8 mars 2026. photo : David Cohen/Flash90

Je me suis réveillé le matin du 2 mars avec une douzaine de messages de mes amis : des roquettes avaient été tirées depuis le Liban en direction d'Israël.

La nouvelle m'a pris par surprise. Jusque-là, je m'étais convaincu que le Hezbollah ne prendrait pas le risque de donner à Israël le prétexte qu'il attendait depuis longtemps pour reprendre son offensive à grande échelle contre le Liban. Mais c'est ce qu'il a fait, et ce qui s'est passé depuis était la fois tout fait prévisible et pire que ce que j'avais osé

imaginer.

L'ampleur de la riposte israélienne allait apparaître presque immédiatement. Le 4 mars, l'armée israélienne a ordonné l'évacuation de tout le territoire situé au sud du fleuve Litani - similaire à la soi-disant « zone de sécurité » qu'elle occupait entre 1982 et 2000, au sein de laquelle le Hezbollah avait fait son apparition.

Un jour plus tard, un autre ordre d'évacuation générale a été donné : celui de la Dahiyeh, la banlieue sud de Beyrouth. C'est, pendant la guerre de 2006, que l'armée israélienne a mis au point pour la première fois sa tristement célèbre « doctrine de la Dahiyeh », une pratique consistant à détruire les grandes infrastructures civiles dans le but de monter la population contre son propre gouvernement. Depuis lors, d'autres ordres d'évacuation ont été mis pour certaines parties de la vallée de la Bekaa et d'autres régions.

Au moment où j'écris ces lignes, une de mes amies à Beyrouth, Lara*, est assise dans sa baignoire, l'endroit de son appartement le plus éloigné des fenêtres. Elle vit près de Dahiyeh ; son domicile se trouve presque exactement à la limite de la zone d'évacuation publiée par l'armée israélienne. On sait que les bombes israéliennes tombent parfois en dehors de ces limites, mais Lara n'a nulle part où aller.

Une autre amie, Mona, qui vit à l'étranger, est scotchée à son téléphone depuis une semaine ; sa sur est coincée avec ses deux enfants à Sidon, au nord du Litani mais toujours sous les bombardements. Une troisième amie, Sarah, éprouve un étrange sentiment de culpabilité car son appartement se trouve près d'une ambassade occidentale et est donc espérée-t-elle moins susceptible d'être pris pour cible ; elle passe donc ses journées à essayer d'aider à organiser des collectes de fonds.

Au moment où nous écrivons ces lignes, les attaques israéliennes au Liban ont fait 570 morts, plus de 1 400 blessés et près de 800 000 déplacés. Human Rights Watch a signalé qu'après une accalmie de plus d'un an, l'armée de l'air israélienne utilise un nouveau maniement illégal des munitions au phosphore blanc au-dessus de zones résidentielles. Mais aussi sombre que soit l'escalade actuelle, pour de nombreux Libanais, elle était prévisible depuis des mois.

Un équilibre fragile

Cette dernière phase de la guerre survient plus d'un an après le soi-disant cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, entré en vigueur le 27 novembre 2024 et que, selon la Force internationale des Nations unies au Liban (FINUL), Israël a violé au moins 10 000 fois. Ces violations étaient si courantes que j'ai qualifié les cessez-le-feu israéliens de « Vous cessez le feu, nous tirons ».

Au fil du temps, le cessez-le-feu a donné lieu à une sorte de théâtralité de la mort et de la destruction qui s'est normalisée. Les gens ont appris quelles zones étaient relativement « sûres » et lesquelles ne l'étaient pas. Malgré des frappes israéliennes occasionnelles en dehors des cibles habituelles, la guerre a pris un caractère cyniquement prévisible - ce qui, pour

une population d'Israéliens, en est presque venu à ressembler à de la stabilité.

Il a suffi d'un seul tir de roquette du Hezbollah la semaine dernière pour que cet équilibre fragile s'effondre. Pourtant, nombreux sont ceux au Liban qui soupçonnaient que cette escalade était inévitable, quoi que fasse ou ne fasse pas le Hezbollah ; Israël n'attendait qu'un prétexte convenable.

De leur côté, les responsables politiques israéliens n'ont guère fait pour dissiper ces soupçons. Avant même le 7 octobre, les responsables menaçaient ouvertement le Liban : en août 2023, le ministre de la Défense de l'époque, Yoav Gallant a été recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité depuis novembre 2024 avait menacé de renvoyer le Liban à l'âge de pierre. Cette situation est intensifiée après le début du génocide israélien à Gaza, le ministre des Affaires de la diaspora, Amichai Chikli, déclarant en septembre 2024 que le Liban « ne répondait pas à la définition d'un État » et qualifiant l'ensemble de la population chiite du pays d'« hostile ».

Cette fois-ci, les déclarations sont ouvertement génocidaires. La semaine dernière, le ministre des Finances Bezalel Smotrich a averti que « très bientôt, Dahiyeh ressemblera à Khan Younis », faisant référence à la ville du sud de Gaza que les frappes aériennes et les bulldozers israéliens ont pratiquement rasés.

Le 11 mars, Tzvi Sukkot, député à la Knesset pour le parti de Smotrich, a exhorté : « Nous devons conquérir le territoire du sud du Liban, détruire les villages qui s'y trouvent et annexer ce territoire à Israël. » Le même jour, Gadi Eisenkot a été ancien chef d'État-major de l'armée israélienne et figure de proue de l'opposition anti-Netanyahu en Israël a tweeté : « La doctrine de la Dahiyeh n'a jamais été aussi pertinente qu'aujourd'hui, et elle doit être mise en œuvre. »

Des soldats israéliens aperçus du côté israélien de la frontière avec le Liban, après le cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, le 27 novembre 2024. (David Cohen/Flash90)

Ces déclarations se sont accompagnées d'actions de plus en plus audacieuses de la part du mouvement des colons israéliens. Pour les Libanais qui observent les événements de l'autre côté de la frontière, l'idée que certaines parties de leur pays puissent un jour être annexées ou colonisées par Israël ne relève plus d'un discours marginal.

Quelques semaines avant cette escalade, des colons israéliens dont des enfants ont pénétré dans le sud du Liban sous la protection de l'armée israélienne, ont planté des arbres, puis sont retournés en Israël, rapportant un exploit qu'ils avaient tenté pour la première fois en décembre 2024. Et plus tard cette année, des avions israéliens ont pulvérisé du glyphosate, un produit chimique utilisé pour détruire la végétation, sur des terres agricoles du sud du Liban.

Pour de nombreux Libanais familiers avec les images de colons israéliens en Cisjordanie détruisant des oliviers palestiniens et allant jusqu'à tuer des animaux de ferme, les parallèles sont difficiles à ignorer. Des pratiques longtemps associées à l'expansion des colonies en territoire palestinien semblent désormais s'étendre vers le nord.

Au moment où l'armée israélienne a émis la première d'une série d'ordonnances d'évacuation forcée la semaine dernière, beaucoup au Liban avaient déjà conclu que cette vague de combats serait difficile.

La seule défense du Sud-Liban

Le Hezbollah fait actuellement l'objet de critiques de la part d'une grande partie de l'opinion publique libanaise pour sa décision de se joindre à la guerre à la suite de l'assassinat du Guide suprême iranien Ali Khamenei. Pourtant, ce tollé ne doit pas être confondu avec le début de la désintégration du parti. La source sous-jacente de son soutien reste inchangée : le Sud-Liban ne dispose d'aucun moyen conventionnel de se défendre contre Israël.

En théorie, ce rôle revient à l'armée libanaise. Mais dans la pratique, l'armée n'a pas la capacité d'affronter Israël à cause de la politique étrangère de longue date des États-Unis, dramatiquement asymétrique vis-à-vis du Liban et Israël.

L'armée libanaise dépend principalement du financement américain. Rien que depuis octobre 2025, elle a reçu environ 190 millions de dollars d'aide après que le gouvernement libanais s'est engagé à désarmer le Hezbollah. Pourtant, ce soutien ne représente qu'une infime partie de l'aide militaire qu'Israël reçoit chaque année des États-Unis, sans parler du fossé technologique en matière d'infrastructures défensives telles que les systèmes d'interception de missiles.

Lorsque le Hezbollah lance des roquettes en direction d'Israël, celles-ci sont souvent interceptées par le Dôme de fer financé par les États-Unis. Lorsque Israël bombarde le Liban avec l'aide d'armes américaines, il n'existe aucune protection comparable ; les États-Unis s'abstiennent depuis longtemps de fournir des armes sophistiquées au Liban au motif, ironiquement, que ces armes pourraient tomber entre les mains du Hezbollah.

Le système de défense antimissile israélien « Dôme de fer » intercepte des roquettes tirées par le Hezbollah depuis le Liban au-dessus du village palestinien de Jish, dans le nord d'Israël, le 29 septembre 2024. (David Cohen/Flash90)

À ce titre, la politique américaine semble conçue pour empêcher le Hezbollah de se renforcer tout en veillant à ce que l'État libanais lui-même n'acquière jamais la capacité militaire de défier Israël. Du point de vue du Hezbollah, cependant, cela ne fait que renforcer l'argument du groupe selon lequel l'armée libanaise est incapable de défendre le pays contre Israël.

Les développements récents ont encore renforcé l'impression que le Hezbollah est le seul acteur capable de résister aux attaques israéliennes. Les États-Unis se sont désormais joints à Israël dans une guerre illégale contre l'Iran visant à provoquer un changement de régime par la destruction massive d'infrastructures civiles et notamment des pipelines et une usine de dessalement, ce qui rend beaucoup plus difficile pour les responsables libanais d'affirmer que l'État seul peut assurer la sécurité de son peuple.

Dans le même temps, Israël continue de frapper le Liban en toute impunité tandis que l'armée libanaise reste incapable d'intervenir de manière décisive. Israël et les États-Unis enjoignent

en substance à la population du Sud-Liban d'accepter son sort.

Israël sans contrainte

Le Liban est en proie à des attentes extérieures contradictoires. D'une part, on lui dit que l'influence iranienne dans les affaires libanaises est inacceptable à une position qui ne fait pas débat en dehors de la base du Hezbollah, l'Iran étant généralement impopulaire dans une grande partie de la société libanaise. Pourtant, on dit aussi en substance à cette même partie de la société libanaise que l'armée israélienne peut faire ce qu'elle veut dans le pays.

Même les casques bleus de l'ONU sont incapables de dissuader les opérations israéliennes. Ces derniers jours, des frappes israéliennes ont touché des positions de la FINUL, et les forces israéliennes ont pénétré sur le territoire libanais en violation de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. (Les tirs de roquettes du Hezbollah vers Israël le 2 mars ont également violé cette résolution.)

Le gouvernement libanais, pour sa part, est parfaitement conscient de ce dilemme insoluble. Le Premier ministre Nawaf Salam, ancien président de la Cour internationale de justice qui a contribué à considérer l'affaire de génocide intentée par l'Afrique du Sud contre Israël, a clairement indiqué qu'il ne se faisait aucune illusion quant aux intentions d'Israël au Liban.

Dans une interview accordée à *L'orient Le-Jour* ce week-end, Salam a déclaré : « Les Israéliens ont détruit Gaza, ils continuent de coloniser la Cisjordanie et ils ont annexé Jérusalem-Est, mais nous n'avons pas d'autre alternative que la formule « la terre contre la paix ». Il n'y a pas de « pax Israelica » durable. »

Le principe de « la terre contre la paix » fait référence à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui stipule que la paix avec Israël ne peut être obtenue qu'après le retrait israélien des territoires occupés en 1967. Or, dans le cas du Liban, la condition essentielle à le retrait israélien à échapper au contrat de l'État.

Le gouvernement libanais ne peut pas non plus se contenter de démanteler le Hezbollah, comme l'exige Israël. Le Hezbollah n'est pas seulement une milice, mais aussi un parti politique majeur qui compte des députés au Parlement et contrôle des dizaines de municipalités, sans compter une base populaire considérable.

Dans la même interview, Salam a proposé un compromis : « Si le Hezbollah met fin à ses activités militaires et sécuritaires inacceptables, nous n'avons aucun problème avec lui. »

Mais une telle distinction ne fonctionne que si Israël l'accepte également. Tant que les frappes israéliennes se poursuivront et que les forces israéliennes resteront sur le territoire libanais, le Hezbollah continuera de considérer sa présence armée comme une nécessité existentielle. Comme me l'a dit Justin Salhani, journaliste libanais et chercheur associé au *Tahrir Institute for Middle East Policy* : « Si Israël veut que le Hezbollah cesse d'exister en tant qu'entité, il doit cesser de bombarder le Liban. »

Cette dynamique explique pourquoi le désarmement du Hezbollah n'a pas encore eu lieu. Même avant la dernière escalade, persuader le groupe de renoncer à ses armes était politiquement

difficile. Aujourd'hui, c'est pratiquement impossible.

Désarmer le Hezbollah alors que les forces israéliennes opèrent à l'intérieur du territoire libanais reviendrait à demander à Israël de démanteler une force que de nombreux partisans considèrent à juste titre comme résistante à un occupant étranger, un rôle qui serait normalement réservé à l'armée libanaise.

Si les États-Unis voulaient véritablement que l'armée libanaise affirme sa pleine souveraineté sur le pays, ils pourraient faire pression sur Israël pour qu'il cesse d'envahir le territoire libanais. Au lieu de cela, ces violations se poursuivent depuis des années.

Le meilleur ennemi du Hezbollah

Cette réalité a également affaibli les détracteurs internes du Hezbollah au Liban. Les opposants qui condamnent les tendances autoritaires du groupe sont contraints de faire face à un contre-argument simple : il n'y a pas d'alternative. Et rien ne renforce davantage cet argument qu'Israël lui-même.

C'est pourquoi j'ai décrit Israël comme le meilleur ennemi du Hezbollah, et vice versa. Pour les partisans du Hezbollah, l'histoire du groupe offre un récit puissant. Le retrait israélien et la libération subséquente du Sud-Liban en 2000 restent le seul exemple d'un mouvement armé arabe ayant contraint Israël à mettre fin à une occupation ce que les groupes militants en Égypte, en Syrie et en Palestine n'ont pas réussi à accomplir.

Les événements survenus en Syrie voisine ont encore renforcé ce discours. Après la chute du régime d'Assad en décembre 2024, l'armée israélienne a rapidement avancé dans la zone tampon militarisée du sud-ouest de la Syrie, qu'elle continue d'occuper ce jour. Les forces israéliennes ont également lancé une campagne de bombardements massifs visant à détruire une grande partie des infrastructures militaires syriennes restantes, et ont déclaré nul l'accord de désengagement israélo-syrien de 1974.

La zone tampon borde le plateau du Golan, un territoire syrien qu'Israël occupe depuis 1967 et qu'il a officiellement annexé en 1981 (une décision que la plupart des membres de la communauté internationale n'ont jamais reconnue). Pour les partisans du Hezbollah, cette évolution ne fera que renforcer la conclusion selon laquelle la même chose pourrait arriver au Liban, qu'Israël ne respecte pas de manière fiable les accords territoriaux et que la force militaire est le seul langage qu'il respecte.

C'est là l'éléphant dans la pièce lorsqu'il s'agit du cadre « la terre contre la paix ». Les partisans de ce modèle pourraient citer le retrait d'Israël de la péninsule du Sinaï égyptienne à la suite des accords de Camp David comme preuve que ce modèle peut fonctionner. Mais Israël envers la Syrie dit le contraire.

Aujourd'hui, les responsables israéliens décrivent régulièrement le plateau du Golan comme un territoire israélien permanent. La région est sous contrôle israélien depuis si longtemps que Smotrich lui-même est né à Haspin, une colonie établie il y a bas en 1978 en violation du droit international.

Si un futur accord de paix avec la Syrie venait à se concrétiser, rares sont ceux qui s'attendent à ce qu'il inclut la restitution intégrale du plateau du Golan. Ce précédent confirme encore davantage la conviction largement répandue au Liban selon laquelle les ambitions territoriales d'Israël et sa volonté de domination totale l'emportent largement sur tout engagement en faveur d'une stabilité régionale à long terme.

Cela dit, l'avenir du Hezbollah est loin d'être assuré. L'ampleur des bombardements israéliens actuels pourrait finir par affaiblir considérablement l'organisation. Pourtant, la confiance envers Israël reste forte dans tout le Liban, y compris parmi ceux qui s'opposent politiquement au Hezbollah.

C'est pourquoi même un désarmement hypothétique ne réduirait pas nécessairement les tensions sous-jacentes. Si les incursions militaires israéliennes se poursuivent, de nouvelles formes de résistance verront probablement le jour. L'occupation israélienne du Sud-Liban, qui a duré 18 ans, a contribué à la naissance du Hezbollah, mais rien n'indique vraiment que les gouvernements israéliens aient tiré les leçons de cette expérience.

En Iran, Israël peut bien parler de changement de régime, mais cela implique d'avoir un plan pour après et un tel plan ne semble pas exister. Ce même manque de clarté s'applique au Liban. Comme me l'a confié Salhani, Israël pourrait plutôt poursuivre une stratégie d'instabilité durable. « Je pense qu'Israël souhaite simplement un conflit permanent, des tensions internes et le chaos et voir l'État libanais s'effondrer autant que possible. »

Si telle est bien la stratégie, elle s'avérerait désastreuse, même pour Israël. Un État voisin en proie à une crise permanente ne sera jamais une source de sécurité. Néanmoins, comme l'a souligné Salhani, de nombreux membres de l'establishment politique israélien se considèrent comme « les mieux placés pour gérer ce chaos », aspirant à une hégémonie régionale encore plus grande.

Alors que des informations laissent entendre que la nouvelle guerre d'Israël contre le Liban se poursuivra même après la fin de ses bombardements sur l'Iran, il n'en reste pas moins que tant que cette stratégie ne sera pas remise en cause par les alliés d'Israël, il n'y aura aucune perspective de paix à long terme dans la région.

Les amis libanais sont identifiés par des pseudonymes afin de protéger leur identité.

Elia Ayoub est chercheur postdoctoral et écrivain. Il est le fondateur du podcast « The Fire These Times » et cofondateur du collectif médiatique « From the Periphery ». Titulaire d'un doctorat en analyse culturelle consacré au Liban après-guerre, il publie une lettre d'information sur la région intitulée « Hauntologies ».

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

source : [+972 Magazine](#)

date créée
2026/03/16